

Le Proche et le Moyen-Orient : conflits et perspectives

Denis Bauchard est conseiller a l'IFRI

Denis Bauchard

La situation au Moyen-Orient n'a jamais été aussi préoccupante. Elle se caractérise par les traits suivants

L'échec du « grand dessein » initié par l'administration Bush

L'objectif de l'administration américaine, lancé début 2004 et avalisée par le G8 qui s'est réuni en juin de cette même année à Sea Island, était de faire du BMENA (Broader Middle East and North Africa) une zone de paix, de démocratie et de prospérité. L'intervention en Irak devait permettre la mise en place d'un nouveau système politique fondé sur la démocratie et la libre entreprise, qui serait une référence exemplaire pour les autres pays du Moyen-Orient. Le fiasco irakien a transformé cette illusion en cauchemar. Pour les États-Unis, le problème est maintenant de trouver un scénario de sortie de crise qui leur permette de se retirer dans l'honneur et la dignité. Après le refus de suivre les recommandations du rapport Baker-Hamilton, un tel scénario ne se dégage pas encore.

Le processus de paix israélo-palestinien se trouve dans une impasse

La reprise des négociations avec les autorités palestiniennes n'est manifestement pas la priorité du gouvernement d'Ehud Olmert. Il est vrai que, du côté palestinien, malgré la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, les affrontements sanglants qui se développent entre le Fatah et le Hamas contribuent au gel du processus de négociations. Dans ce contexte, la construction de la « barrière de séparation » et le compartimentage de la Cisjordanie par des contrôles multiples conduisent à s'interroger sur la possibilité même de mettre en place un État palestinien viable. Le récent rapport de l'office de coordination des Nations unies pour les affaires humanitaires (OCHA), qui juge impossible l'émergence d'un État palestinien viable en l'état actuel des choses, est à cet égard préoccupant.

Les zones de violence s'étendent

En Irak, au Soudan, dans les territoires palestiniens, au Liban, l'action de groupes violents et bien armés qui s'affrontent entre eux ou qui défient les autorités étatiques étend de plus en

plus les zones de non-droit. Cette « somalisation » du Moyen-Orient, entretenue par l'absence de leadership des gouvernements et le jeu des influences extérieures, rend encore plus difficile la solution des problèmes. En effet, ces groupes ne respectent pas « les règles du jeu » existant entre États et sont souvent divisés en factions rivales rendant problématique tout accord.

La menace terroriste d'origine moyen-orientale tend à se renforcer

L'Irak est en train de remplacer l'Afghanistan comme base arrière du terrorisme. Le « Jihadistan » qu'est devenu le triangle sunnite s'est mué en terrain de formation et d'actions pour des jihadistes venant de nombreux pays, faisant de cette zone un réservoir d'où partent les combattants qui vont mener des actions terroristes sur les différents fronts du jihad, notamment en Tchétchénie, au Cachemire, en Afrique du Nord. Malgré les mesures prises pour lutter contre le terrorisme, la sécurité même des pays occidentaux est menacée.

L'Irak est devenu un acteur incontournable au Moyen-Orient

La politique américaine a eu pour effet pervers de débarrasser l'Irak des deux menaces majeures qui pesaient sur sa sécurité, Saddam Hussein et les talibans. S'affirmant comme une puissance régionale, l'Irak cherche à prendre la tête du « front du refus » face aux États-Unis et à Israël. Même si le concept d'arc chiite est contestable, l'Irak a développé en Irak, au Liban et dans la péninsule arabique, à travers les communautés chiites, une capacité d'influence et, dans certains cas, de nuisance. Sa volonté d'acquiescer « sa souveraineté nucléaire » laisse mal augurer du succès d'une négociation sans fin avec l'Europe. L'hypothèque d'une option militaire reste sur la table. Sur la base de ce constat que faire ?

Quelles perspectives ?

Il faut reconnaître que les problèmes du Moyen-Orient sont, plus que jamais, étroitement liés, comme l'a souligné le rapport Baker-Hamilton. Le problème palestinien reste une question dont la solution doit être prioritaire. L'exploitation de la situation actuelle, vue par les opinions arabes, voire musulmanes, comme

un déni de justice, ne peut que renforcer les violences et justifier les ingérences de l'Iran, tant au Liban que dans les territoires palestiniens. La dégradation de la situation en Irak conduit à un exil massif de population, notamment en Syrie et en Jordanie, qui risque de déstabiliser ces pays.

La Syrie et l'Iran sont des acteurs incontournables de toute solution des problèmes du Moyen-Orient. Il convient de les reconnaître comme des interlocuteurs valables. Des premiers pas ont été esquissés du côté américain. Ce mouvement doit être poursuivi et amplifié. Les crises au Liban, dans les territoires palestiniens et en Irak, ne pourront être, sinon résolues, tout au moins contrôlées, sans leur participation. Ces négociations seront longues et difficiles, ne serait-ce que parce que du côté de la Syrie, mais plus encore de l'Iran, les luttes intestines sont vives.

Il faut soutenir les initiatives qui vont dans le bon sens, notamment le plan Abdallah, réaffirmé à l'occasion du récent sommet de Riad. D'une façon générale, il est souhaitable d'appuyer les diplomates des pays de la région, qui essaient de rapprocher les points de vue. À cet égard, l'Arabie Saoudite, compte tenu de la gravité des menaces qui la touchent et d'un certain effacement égyptien, a développé une diplomatie active qu'il convient de soutenir. Ces contacts ne seront fructueux que si des gestes pour instaurer la confiance (*confidence building measures*) sont faits de part et d'autre. Du côté américain, la renonciation à l'idée d'un « régime change » en Syrie et en Iran, la levée de sanctions unilatérales, la cessation des actions clandestines en faveur des opposants ou des minorités pourraient constituer des premiers gestes.

Ces contacts devraient déboucher sur une conférence internationale qui aurait une approche intégrée des problèmes du Moyen-Orient, visant à substituer aux crises actuelles un système de garantie et de sécurité qui s'étendrait à l'ensemble de la région, y compris à la zone sensible représentée par le Golfe.

Denis Bauchard